



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE

MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N° 5 janvier – 12 janvier 2022

En bref

Selon les Perspectives de l'économie mondiale, publiées en janvier 2023 par la Banque mondiale, l'économie mexicaine connaîtrait une croissance de 0,9 % cette année. Cette nouvelle prévision est largement inférieure à celle publiée en juin 2022, où à l'époque la Banque mondiale prévoyait une croissance du PIB de 1,9 % pour 2023. L'organisation précise que la demande intérieure de services devrait poursuivre sa reprise progressive en 2023 mais que les perspectives négatives américaines sont fortement susceptibles de freiner la croissance des exportations et des envois de fonds. En outre, le risque de pressions persistantes sur les prix et le niveau record de l'inflation de base sont des facteurs de risque important pour la croissance en 2023. À cet égard, la Banque mondiale s'attend à ce que la politique monétaire reste rigoureuse, avec un taux d'intérêt à deux chiffres à moyen-terme.

LE CHIFFRE À RETENIR

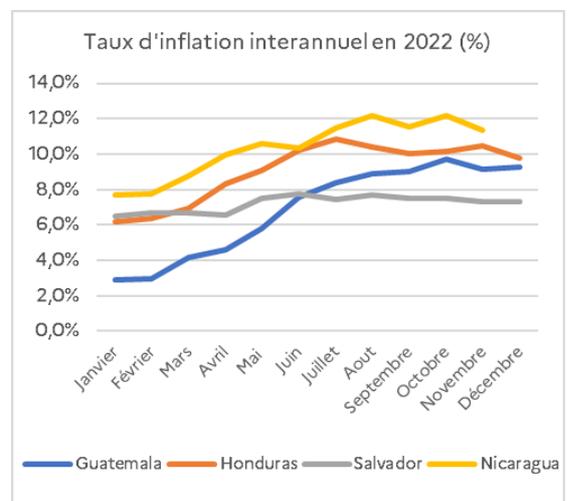
0,9 %

Prévision du taux de croissance du PIB
mexicain pour 2023 de la Banque
mondiale

Zoom sur

Entretenu par la hausse mondiale des prix des combustibles, l'inflation a fortement accéléré dans les pays de la zone CA-4 en 2022. Au sein du Triangle Nord, c'est le Honduras qui enregistre à fin décembre l'inflation annuelle la plus élevée, à 9,8 %. Le Guatemala et El Salvador enregistrent respectivement une inflation à 9,2 % et 7,3 %.

(Sources : Banques centrales des pays CA-4)



Mexique

1. ECONOMIE

Le Président mexicain Andres Manuel Lopez Obrador (AMLO) accueille le Président des Etats-Unis, Joe Biden et le Premier ministre canadien, Justin Trudeau à Mexico à l'occasion du dixième Sommet des leaders nord-américains de 2023.

Les réunions entre les représentants des trois pays qui composent le T-MEC ont eu lieu entre le 9 et le 11 janvier, au cours desquelles certains accords ont été conclus sur des questions économiques, de travail et d'énergie, entre autres. Bien que certaines questions soient restées en suspens, le gouvernement mexicain estime, d'une manière générale, que le sommet et les réunions bilatérales "ont été un succès pour le Mexique et l'Amérique du Nord". Durant ce sommet, six accords ont été conclus sur (i) l'intégration nord-américaine et la croissance économique, (ii) la mobilité des travailleurs, (iii) les énergies propres, (iv) la sécurité, (v) la santé et enfin (vi) la protection des peuples autochtones et la lutte contre le racisme. Les trois présidents ont notamment convenu d'un objectif consistant à produire dans la région, 25 % de ce que les trois pays importent de Chine.

Selon l'Institut national de statistiques et de géographie (INEGI), l'économie mexicaine a enregistré un taux d'inflation annuel de 7,82 % en décembre 2022, soit son chiffre de fin d'année le plus haut enregistré depuis 2000. Au cours du mois de décembre, l'indice national des prix à la consommation a rebondi de 0,38 % par rapport au mois précédent. Quant à l'inflation sous-jacente, qui exclut les biens et services dont les prix sont plus volatils, une accélération de 0,65 % (g.m) a été observée. Ceci représente un taux d'inflation sous-jacente de 8,35 % en rythme annuel, soit son plus haut niveau de fin d'année depuis 1999. Malgré cela, il y a eu une décélération par rapport au niveau de 8,51 %

annualisé de novembre 2022. De ce fait, le chiffre de décembre vient rompre une série de 24 mois consécutifs d'accélération de l'inflation de base. Dans la ventilation des données, les prix des marchandises ont augmenté de 0,74 % (g.m), tandis que les services ont augmenté de 0,53 % (g.m) en décembre. Les prix des produits agricoles ont augmenté de 0,50 % et ceux de l'énergie et des tarifs autorisés par le gouvernement ont diminué de 1,15 % en rythme mensuel, en décembre.

L'Association nationale des petits détaillants (ANPEC) prévoit que la version 3.0 du Plan contre l'inflation (PACIC 3.0) ne soit pas efficace pour lutter contre l'accélération de l'inflation, puisque les 30 nouveaux produits concernés par le plan, ne sont pas des produits prioritaires dans le panier de base des Mexicains. Le taux d'inflation ayant atteint 7,82 % à la fin de l'année 2022, l'association conclut de l'échec des programmes gouvernementaux (PACIC 1.0 et 2.0) visant à contenir l'accélération de l'inflation. Le Président AMLO a ainsi annoncé la mise en place d'un troisième plan (PACIC 3.0) avec un nouveau paquet de produits qui devraient être importés sans droit de douane. Cette nouvelle version actualisée du PACIC devrait être prolongé jusqu'au 31 décembre 2023, en ajoutant 30 produits aux 24 initiaux. Les produits concernés sont considérés non prioritaires par l'ANPEC puisqu'il s'éloigne de la consommation essentielle. Il s'agit notamment de désinfectants, de nappes, de farines de viande, de résidus d'amidon, d'aliments pour animaux ou encore de sauce.

Selon l'INEGI, les pressions inflationnistes pour les producteurs se sont considérablement atténuées au cours du mois de décembre 2022. En effet, l'indice national des prix à la production (INPP), y compris le pétrole, a enregistré une baisse mensuelle de 0,19 %, tandis que, en rythme annuel, les prix ont augmenté de 4,88 %. Ceci représente une décélération significative de l'INPP, étant donné qu'en novembre, le taux

déclaré était de 5,73 % (g.a, contre 4,88 % g.a en décembre). Cette évolution est conforme aux variations plus faibles du prix de certaines matières premières (comme le pétrole et le maïs), des engrais et des coûts logistiques. Par catégorie d'activités économiques, il a été observé que l'inflation était plus élevée dans le secteur primaire, celui-ci a présenté une inflation annuelle de 10,78 % en décembre. En comparaison mensuelle, la hausse des prix a été de 0,16 %. Dans le cas du secteur secondaire, l'inflation pour les producteurs a été de 4,27 % (g.a), alors qu'en comparaison mensuelle, il y a eu une baisse des prix de 0,60 %. Enfin, dans le secteur tertiaire, l'inflation annuelle était de 5,10 % et, en rythme mensuel, elle était de 0,57 %.

Selon les données du ministère du travail, les révisions salariales ont diminué de 1,85 % en termes réels en 2022. Cela représente la plus forte baisse enregistrée depuis 1996 et reflète les hauts niveaux d'inflation enregistrés en 2022. En effet, l'inflation a dépassé les augmentations nominales des salaires de travailleurs, qui a été de 6 % en 2022. Sur l'ensemble de l'année, sept mois ont enregistré une baisse des révisions salariales en termes réels, la plus forte étant celle du mois d'octobre avec -3,60 %, ce qui coïncide avec le niveau d'inflation le plus élevé. Le nombre total de travailleurs concernés par les révisions salariales dans la juridiction fédérale s'élevait à 1,77 million en 2022, contre 2,22 millions l'année précédente.

En 2021, les Etats-Unis étaient le principal destinataire des envois de fonds en provenance du Mexique. Cette même année, les envois de fonds du Mexique vers les Etats-Unis ont augmenté de 20 % (g.a). Le montant total des transferts de fonds qui ont quitté le Mexique en 2021 atteignait 1,06 Md USD, soit une hausse de 17,6 % (g.a). Les Etats-Unis sont la première destination des ces transferts avec 46 % du

montant total, suivis de la Colombie avec 16 %, et enfin de la Chine avec 5,3 %. Les autres destinations importantes des transferts de fonds mexicains sont le Honduras (2,8 %), le Pérou (2,1 %), l'Argentine (1,7 %) ou encore le Guatemala (1,7 %).

Selon l'INEGI, la consommation privée a ralenti en octobre 2022, avec une légère augmentation de 0,21 % par rapport au mois précédent. Avec ce nouveau résultat, l'indicateur mensuel de la consommation privée sur le marché intérieur enchaîne deux mois de croissance modérée. Après une croissance de 0,61 % en août, la consommation privée a décéléré en septembre et en octobre, avec une croissance de 0,33 % et 0,21 % respectivement. Le catalyseur de la consommation est venu des services domestiques, dont la composante a rebondi de 0,68 % en glissement mensuel en octobre et enchaîne trois mois de croissance positive. En revanche, la consommation de biens domestiques a diminué de 0,04 %, ce qui représente trois mois sans croissance. Dans l'ensemble, la consommation de biens et services domestiques a augmenté de 0,33 %, un chiffre similaire à celui de septembre et montrant une reprise de 1,19 %, par rapport à son niveau prépandémique. Du côté de la consommation de biens importés, cette composante a diminué de 1,81 % en rythme mensuel, après une progression de 1,22 % en septembre. En comparaison annuelle, la consommation privée a augmenté de 5,78 % en octobre (contre 5,88 % en septembre).

Le peso a clôturé ce mercredi 11 janvier à 18,94 MXN/USD, devenant la troisième monnaie la plus appréciée par rapport à l'USD. C'est la première fois depuis février 2020 que le peso clôture une journée en dessous de 19 unités par USD. Bloomberg a énuméré les raisons qui font que le « superpeso » (nom donné à la monnaie mexicaine en raison de cette performance) reste

élevé: (i) la politique budgétaire stricte, (ii) les hausses de taux d'intérêt de Banxico qui ont stimulé le carry trade et enfin (iii) l'attente d'un changement radical dans le commerce mondial au cours des prochaines années qui pourrait générer une forte augmentation des IDEs au Mexique (opportunités de *nearshoring*).

2. FINANCES PUBLIQUES

Les recettes fiscales devraient passer de 13,8 % à 14,7 % du PIB en 2023. En 2022, les recettes fiscales devaient représenter 14 % du PIB, mais ce chiffre a été revu à la baisse à 13,8 % du PIB. Pour 2023, le gouvernement fédéral prévoit de collecter un montant équivalent à 14,7 % du PIB, soit une croissance de 9,9 % en termes réels par rapport à 2022. Dans les Critères Généraux de Politique Economique 2023, il est indiqué que cette année, les recettes provenant des impôts, du pétrole et d'autres éléments représenteraient 22,7 % du PIB, soit moins que les 23,2 % du PIB prévus pour 2022. Avec cette estimation pour 2023, les recettes budgétaires seraient à leur plus bas niveau depuis 2019, première année de l'administration actuelle. Pour 2023, le ministère des finances prévoyait un taux de croissance du PIB de 3 %, un niveau très optimiste, notamment en comparaison de la prévision actualisée de la Banque mondiale pour le Mexique (0,9 %). Si le PIB ne croît pas conformément aux estimations du Trésor, les recettes fiscales pourraient être réduites en termes nominaux et réels ; toutefois, en pourcentage du PIB, elles augmenteraient légèrement.

3. ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

Petróleos Mexicanos (Pemex) cherche des fonds pour rembourser près de 10 Mds USD d'obligations en 2023, une somme que ni l'entreprise, ni le gouvernement d'AMLO n'avaient prévu dans leur budget annuel. Bien

que le Président AMLO ait promis que son gouvernement interviendrait pour aider la société si nécessaire, le ministère des Finances prévoit que Pemex rembourse sa dette au T1 2023, sans le soutien du gouvernement. En effet, après avoir apporté un soutien financier à l'entreprise par le biais d'allègements fiscaux et d'injections de capitaux, le gouvernement a cessé de couvrir les remboursements de la dette de Pemex au S2 2022. L'entreprise tente toutefois d'éviter de faire appel aux marchés internationaux afin de maintenir son niveau d'endettement stable. En effet, en raison du resserrement monétaire agressif de la Fed, les marchés internationaux de la dette sont devenus beaucoup plus chers, en particulier pour les emprunteurs de qualité spéculative comme Pemex. Cependant, les options qui s'offrent à Pemex sont peu nombreuses, et le soutien du gouvernement semble à exclure étant donné que les finances publiques mexicaines ont été affaiblies par les grands projets d'infrastructure publique hors budget et par les programmes sociaux du Président pour contenir l'accélération de l'inflation. En outre, les bénéficiaires pétroliers ont diminué en raison d'un déclin à long terme de la production et d'une réduction des obligations de participation aux bénéfices de l'entreprise.

4. Indicateurs Bourse, Change et Pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau le 12/01
Bourse (IPC)	-	+0,28 %	53 209 points
Change USD/MXN	-	-6,99%	18,93
Change EUR/MXN	-	-12,56%	20,36
Prix du baril mexicain	-	-12,57%	63,89

Amérique centrale

1. GUATEMALA

En 2022, le Guatemala a enregistré une inflation de 9,2 %, contre 3,07 % en 2021. Selon l'Institut National de Statistique (INE), un tel niveau d'inflation n'avait pas été observé depuis 2008. Dès le mois de mars, l'objectif de la Banque centrale de contenir l'évolution des prix dans une fourchette -1% / +4% n'était plus tenu. Entretien par la hausse mondiale des prix des combustibles, cette inflation provient ainsi principalement de la hausse de 40 % en 2022 du prix du diesel dans le pays, répercutée sur les prix de l'ensemble des secteurs de l'économie. Ainsi, les trois principaux postes de consommation ayant enregistré la hausse des prix la plus importante sont les transports (+17 %), suivis des aliments et boissons non-alcoolisées (+11,8 %) et des restaurants et hôtels (+9,9 %). Afin de contenir cette hausse des prix à 5 % d'ici la fin de l'année 2023, la Banque centrale a augmenté le taux directeur de 3 % à 3,75 % le 30 novembre dernier.

Au 1^{er} janvier 2023, hausse du salaire mensuel minimum de 7 % dans le département de Guatemala et de 4 % dans le reste du pays. Le

ministre du travail a annoncé le 23 décembre dernier une hausse différenciée du salaire minimum mensuel entre les travailleurs du département de la capitale et ceux du reste du pays. En moyenne dans le département de Guatemala, le salaire mensuel minimum moyen, tous secteurs confondus, est de 419 USD, contre 409 USD dans le reste du pays. Le salaire minimum le plus élevé est destiné aux travailleurs du secteur non-agricole, suivi du secteur agricole et en dernier du secteur exportateur.

Secteur	Salaire mensuel minimum total* (en GTQ et USD)**	
	Département Guatemala	Reste du pays
Agricole	3 324 GTQ 424 USD	3 238 GTQ 413 USD
Non agricole	3 416 GTQ 435 USD	3 328 GTQ 424 USD
Exportateur et maquila	3 144 GTQ 400 USD	3 063 GTQ 390 USD
Moyenne tous secteurs	419 USD	409 USD
Hausse moyenne par rapport à 2022	+7%	+4%

* salaire mensuel total = salaire minimum + prime obligatoire (250GTQ)

** au taux de change 1 USD = 7,85 GTQ du 11/01/2023

2. EL SAVADOR

Le gouvernement a souscrit à trois nouveaux prêts auprès de la BCIE et de la CAF, pour un montant total de 475 M USD. Ces prêts ont été approuvés le 22 décembre dernier par les députés et signés le 4 janvier. En détail, il s'agit d'un prêt de 250 M USD de la BCIE pour financer un programme de soutien aux politiques publiques et deux autres de 150 M USD et 75 M USD auprès de la CAF pour, respectivement, réduire la fracture numérique du secteur éducatif et soutenir le développement d'infrastructures résilientes au changement climatique.

Le 21 décembre, l'Assemblée législative a approuvé par décret l'émission d'une dette publique de 1,14 Md USD pour couvrir le déficit

budgetaire prévu dans le budget 2023 (8,9 Mds USD). Ces fonds, obtenus à travers des prêts ou émissions obligataires, devront être remboursés sous 40 ans et seront uniquement dédiés au financement du budget de l'État. Ce décret intervient dans un contexte financier tendu pour le gouvernement salvadorien, qui doit honorer 1,2 Md USD d'obligations arrivant à échéance entre 2023 et 2025. L'année dernière, deux programmes de rachat anticipés de ces obligations avaient été menés et avait permis de soulager le gouvernement du remboursement d'obligations de 647 M USD arrivant à échéance en janvier 2023.

Les recettes fiscales ont atteint 6,57 Mds USD en 2022, en hausse de 12,6 % par rapport à 2021. Exception faite de 2020, année marquée par la pandémie, les recettes fiscales ont augmenté chaque année depuis 2018, où elles s'élevaient à 4,8 Mds USD. Cette dynamique pour 2022 est principalement imputable à l'impôt sur les revenus, dont les recettes ont augmenté de 25 % par rapport à 2021 et représentaient 42,3 % des revenus fiscaux totaux en 2022. Les recettes générées grâce à la TVA ont de leur côté augmenté de 8,4 %, représentant 46 % des revenus fiscaux.

Le portefeuille de prêts accordés par les banques commerciales du pays s'élevait à 15,29 Mds à la fin septembre 2022, en hausse de 9,1 % par rapport à la même période en 2021. Selon l'Association bancaire salvadorienne (Abansa), trois banques assurent à elles seules 58,4 % de ce portefeuille de prêt : *Bancoagrícola*, du groupe Bancolombia (25,9 % du portefeuille total de prêts), suivie de *Banco Cuscatlán*, dont l'actionnaire majoritaire Imperial InterContinental est d'origine hondurienne (17,8 %), et de *BAC Credomatic*, du groupe colombien Grupo Aval Acciones y Valores (14,6 %).

3. HONDURAS

Le budget 2022 de 14,9 Mds USD n'a été exécuté qu'à hauteur de 82,32 %, soit 12,5 Mds USD. Cette performance est en baisse par rapport à 2021 où l'exécution du budget s'était élevée à

87,7 %. Selon le Secrétariat aux Finances, le *Programme d'Investissement Public* (PIP) a été parmi les moins bien lotis, avec un budget prévu de 501,5 M USD mais exécuté à hauteur de 32 % seulement. Le gouvernement explique cette piètre performance par le fait que le programme, pluriannuel sur 2021-2024, n'en est qu'à ses débuts. De même, le *Secrétariat d'infrastructures et de transport* (SIT), l'*Agence stratégique des projets productifs* ou encore la *Commission de Régulation de l'énergie électrique* n'ont décaissé respectivement que 41,4 %, 26,4 % et 25,9 % de leur budget attribué pour 2022.

Au T3 2022, la dette publique du Honduras a atteint 15,6 Mds USD. Parmi les 51,7 % de cette dette détenue par des prêteurs étrangers (soit 8,1 Mds USD) se trouvent entre autres les bailleurs multilatéraux (20,2 %) et les prêteurs bilatéraux (10,2 %). Les principaux bailleurs multilatéraux au Honduras sont la BID, la BCIE et la BM.

L'entreprise nationale d'électricité ENEE rembourse 60 % de sa dette contractée auprès de fournisseurs privés, soit 242,8 M USD sur les 405,7 M USD totaux. Selon ENEE, ce paiement ponctuel permettrait d'économiser 387 M USD d'intérêts, s'ajoutant aux 1,5 Md USD économisés grâce à la renégociation des contrats des fournisseurs réalisée en septembre dernier. L'entreprise précise en outre que les fournisseurs ayant accepté la renégociation de leur contrat seront prioritaires pour le remboursement de la dette restante.

4. NICARAGUA

Au T3 2022, la dette extérieure du Nicaragua a atteint 14,5 Mds USD, soit 103,1 % du PIB. Selon la Banque centrale du Nicaragua, 56,2 % de cette dette est contractée par le secteur public. Le service de la dette extérieur s'est quant à lui élevé à 717,8 M USD. De cette dette, 720,3 M USD ont été décaissés lors des 3 premiers trimestres de 2022, alloués majoritairement au secteur privé (609 M USD).

Hausse de 8 % du salaire mensuel minimum des travailleurs des zones franches et maquiladoras au 1^{er} janvier, l'élevant à 223 USD/mois. Environ 140 000 employés sont concernés par cet accord tripartite signé en octobre 2022, ces derniers travaillant dans des secteurs variés comme le textile, l'agro-industrie ou les centres d'appels. Cet accord, d'une durée de 5 ans, prévoit déjà une hausse de 8 %, 7 %, 6,7 % et 6,7 % pour les années 2024, 2025, 2026 et 2027, actant ainsi d'ores et déjà que ce salaire minimum atteindra 293 USD en 2027.

5. PANAMA

Le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie renouvelable (IRENA) estime que le Panama doit mettre en œuvre ses plans de décarbonisation de l'économie à court et moyen terme, mais aussi devenir, à l'aide du Canal, un hub logistique pour les énergies renouvelables, comme l'hydrogène vert afin d'approvisionner le continent par le canal. Le plan énergétique national du Secrétariat national à l'énergie (SNE) du Panama précise la composition souhaitée pour son mix énergétique de production électrique en 2050 : 21,5 % de sources hydroélectriques, 34,7 % de gaz, 37 % de charbon, 3,18 % d'énergie éolienne et 2,88 % d'importations.

Dans le cadre de la négociation du nouveau contrat de la mine de cuivre de Panama, le directeur général de First Quantum Minerals annonce accepter les demandes du gouvernement panaméen en faveur de la hausse du niveau des redevances (375 M USD par an minimum) à partir de 2026 et en matière de protection de l'environnement et des normes de travail. Le dialogue entre le gouvernement, qui a ordonné la cessation des activités de la mine le 15 décembre, et les représentants de Minera Panama S.A. se poursuivent. Le souhait de retarder à 2026 le paiement des redevances affaiblit les perspectives du gouvernement qui souhaite s'appuyer sur ces ressources pour équilibrer le régime des retraites déficitaire de la Caisse de Sécurité Sociale.

Selon la Superintendance du Marché des Valeurs Mobilières, seulement 71 000 épargnants ont souscrit à un des trois fonds de pensions privés, le total de ces fonds atteint 675 M USD fin 2022 (- 0,3 % par rapport à 2021). Depuis la réforme de la sécurité sociale de 2005, le régime des retraites dit « mixte » prévoit que les travailleurs souscrivent de manière volontaire à des outils complémentaires de capitalisation, la retraite de base payée par la Caisse de Sécurité Sociale n'étant pas suffisamment élevée. Les employés publics (29 % de l'emploi formel) sont eux affiliés au Système d'épargne retraite et de capitalisation pour les fonctionnaires, crédité à 810 M USD.

6. COSTA RICA

L'Institut national des statistiques et du recensement (INEC) a indiqué que l'inflation au Costa Rica en 2022 a atteint 7,8 %, son niveau le plus élevé depuis dix ans. En 2021, l'inflation était de 3,3 %, sur les 289 biens et services qui composent l'indice, 52 % ont vu leur prix augmenter, 34 % ont vu leur prix diminuer et 14 % n'ont montré aucune variation, a indiqué l'INEC. L'inflation est supérieure à l'objectif fixé par la Banque centrale du Costa Rica (BCCR) pour 2022 et 2023 (entre 2 % et 4 %).

Selon un rapport du Contrôleur général de la République (CGR), le niveau de pauvreté au Costa Rica est de 23 %, soit le même niveau qu'en 2015. Le CGR pointe alors l'inefficacité des lois mises en place depuis pour lutter contre la pauvreté.

7. BELIZE

Au 1er janvier 2023, hausse du salaire horaire minimum de 1,64 USD à 2,5 USD. La hausse est nationale et concerne tous les secteurs.

Caraïbes

1. CUBA

Condamnation par la justice américaine de quatre croisiéristes à Cuba. Quatre compagnies de croisière, Carnival, MSC SA, Royal Caribbean et Norwegian, ont été condamnées le vendredi 30 décembre 2022 par la justice américaine, en application du Titre III de la loi Helms-Burton. Chacune de ces quatre compagnies devra verser près de 109 M USD, en plus des frais de justice, à l'entreprise américaine Havana Docks, soit un montant total avoisinant les 450 M USD. Ces quatre compagnies ont été accusées d'avoir utilisé un port de la Havane qui avait été nationalisé par les entreprises cubaines en 1960. Ainsi, la juge a estimé qu'elles avaient « tiré des profits importants, de l'ordre de plusieurs centaines de millions de dollars chacune, de leurs activités illégales », et donc violaient le titre III de la loi Helms-Burton. Le titre III de la loi Helms-Burton sanctionne les acteurs accusés de trafiquer avec des biens (anciennement américain) nationalisés lors de la Révolution cubaine. Alors que la loi Helms-Burton avait été votée en 1996, le titre III n'avait jamais été appliqué, sous les demandes successives des différents présidents américains. Toutefois, en 2019, le Président Trump a fait activer le titre III de la loi Helms-Burton, permettant ainsi des poursuites judiciaires contre ceux qui ne le respectaient pas. Bien que cette décision puisse encore faire l'objet d'un appel, cette condamnation pourrait avoir d'importantes répercussions sur le climat des affaires à Cuba.

2. REPUBLIQUE DOMINICAINE

La Banque centrale de la République dominicaine (BCRD) a indiqué que l'économie dominicaine a enregistré une croissance cumulée de 5 % de janvier à novembre 2022 en glissement annuel. La croissance a été tirée par les performances positives des secteurs de l'industrie et des services, en particulier par les

activités touristiques (+25,2 % g.a). Le tourisme a été stimulé par l'arrivée d'environ 6,4 millions de touristes et de visiteurs au cours des 10 premiers mois de 2022, ce qui correspond à une croissance de 48,1 % g.a.

3. HAITI

Le Gouvernement Haïtien a adopté le budget initial de l'exercice fiscal 2022-2023. Avec une enveloppe de 1,8 Mds USD, 78 % des ressources proviendront du secteur domestique et 21,1 % des ressources proviendront du secteur externe dont 3,4 % en support budgétaire et 17,7 % en dons et financements. Concernant les dépenses, elles se répartissent en 57,9 % en dépenses courantes et 42,1% en dépenses de capital. Ce budget s'inscrit dans un cadre budgétaire à moyen terme afin d'atténuer les effets de l'inflation, lutter contre l'insécurité alimentaire et créer les conditions nécessaires pour la mise en œuvre de réformes.

4. SAINTE-LUCIE

Le ministre des Finances, Camillo Gonsalves a présenté un paquet fiscal de 1,44 Md EC (dollars des Caraïbes orientales) pour le budget 2023. Ses mesures fiscales se concentreront sur (i) la réduction des impôts sur le revenu pour les particuliers et les sociétés, et sur (ii) l'augmentation des frais d'utilisation pour certains services afin de maintenir un certain niveau de parité avec le coût de la prestation de services et la hausse de la taxe aéroportuaire (baissé à 50 USD pendant la pandémie elle retournera à son niveau antérieur de 100 USD). Le gouvernement a réduit le niveau de l'impôt sur le revenu de 30 à 20 % et a augmenté le pallier de l'imposition de 20 000 à 22 000 EC par an pour protéger les ménages les plus vulnérables.

5. GRENADÉ

Le Premier ministre Dickon Mitchell a alerté les Grenadiens sur les difficultés auquel sera confronté l'île en 2023. Son administration, élue

en juin dernier, souhaite donner des structures fondamentales pour permettre la résilience du pays. Il appelle tous les citoyens à contribuer au développement et à la transformation de l'île, affirmant que parmi les menaces auxquelles la nation est confrontée figurent le changement climatique et l'augmentation du coût de la vie.

6. ANTIGUA-ET-BARBUDA

Dans le cadre des élections générales avancées au 18 janvier 2023, le principal parti d'opposition l'UPP soutient que dans le cadre de la loi sur l'unité des Caraïbes, qui entrera en vigueur le 1er mars 2023, il "renoncera à tous les frais de permis de travail pour les ressortissants du CARICOM et de la République dominicaine qui ont travaillé et résidé à Antigua-et-Barbuda le 1er janvier de cette année ou avant".

Le projet Booby Alley, visant à soutenir la reconstruction de 250 logements a franchi une nouvelle étape importante avec la signature de l'accord technique entre le gouvernement d'Antigua-et-Barbuda et la Chine.

7. BARBADE

Dans le cadre de l'examen budgétaire de mi-année (période d'avril à septembre 2022), le Ministère des Finances, des Affaires économiques et de l'Investissement indique que le déficit budgétaire est de 379 M USD sur cette partie de son exercice financier annuel, la dette du pays atteint 500 M USD dans cette période. Le Ministre estime que le pays est bloqué et ne parvient pas à s'attaquer efficacement au sujet de l'endettement du pays.

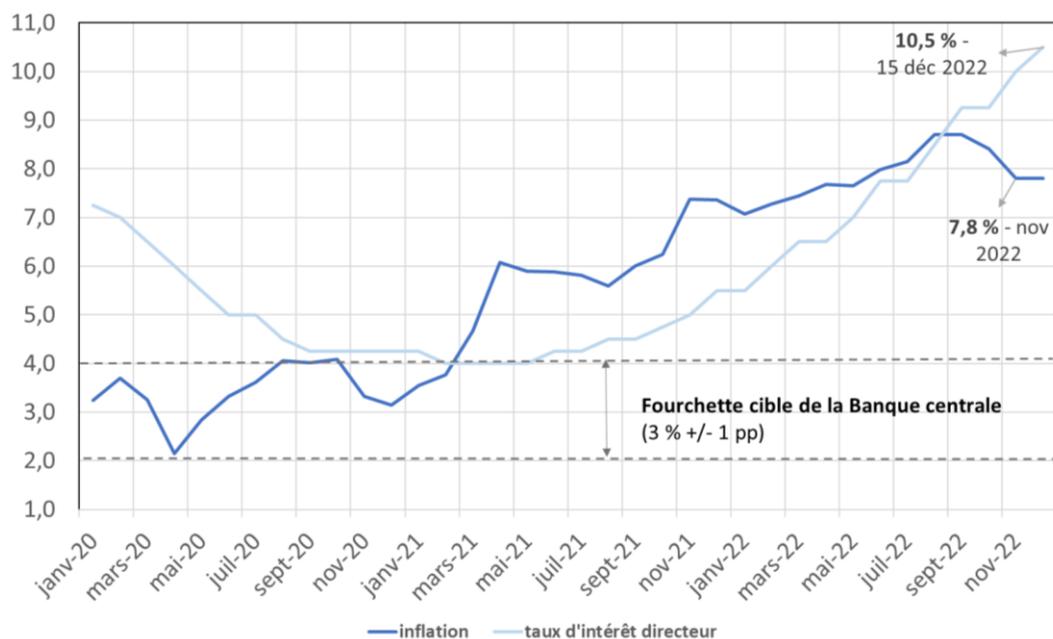
Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2022)	Pib réel (Mds USD, 2022)	Croissance du PIB 2019	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Prévision FMI 2022	Prévision FMI 2023	Dettes publiques (% PIB, 2022)	Inflation (e.o.p 2022, FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	130,118	1 424,5	- 0,2 %	- 8,1 %	+ 4,8 %	+ 2,1 %	+ 1,15 %	56,8 %	+ 8,5 %	10,5 %
Belize	0,44	2,676	+ 4,5 %	-13,7 %	+ 16,3 %	+ 3,5 %	+ 1,9 %	76,3 %	+ 8 %	2,25 %
Costa Rica	5,232	68,5	+ 2,42 %	- 4,05 %	+ 7,8 %	+ 3,81 %	+ 2,9 %	67,6 %	+ 9,5 %	9 %
Guatemala	18,713	91,32	+ 4 %	- 1,76 %	+ 7,98 %	+ 3,41 %	+ 3,2 %	30,1 %	+ 8,04 %	3,75 %
Honduras	10,294	30,6	+ 2,65 %	- 8,96 %	+ 12,5 %	+ 3,4 %	+ 3,54 %	47,6 %	+ 11 %	3 %
Nicaragua	6,612	15,7	- 3,78 %	- 1,8 %	+ 10,35 %	+ 4 %	+ 3 %	47 %	+ 10 %	5,5 %
El Salvador	6,551	31,9	+ 2,44 %	- 8,2 %	+ 10,3 %	+ 2,64 %	+ 1,7 %	82,6 %	+ 6 %	n/a
Haïti	12,065	20,2	- 1,68 %	- 3,34 %	- 1,80 %	- 1,2 %	+ 0,5 %	23,1 %	+ 31,5 %	10 %
Jamaïque	2,743	16,1	+ 0,97 %	- 10,05 %	+ 4,6 %	+ 2,81 %	+ 3 %	86,2 %	+ 9,5 %	6,5 %
Panama	4,395	71,1	+ 2,98 %	- 17,95 %	+ 15,34 %	+ 7,52 %	+ 4 %	55,6 %	+ 4,4 %	n/a
République Dominicaine	10,632	112,4	+ 5,05 %	- 6,72 %	+ 12,26 %	+ 5,25 %	+ 4,5 %	58,3 %	+ 6,9 %	8,5 %
Cuba	11,2	22,7	- 0,2 %	- 10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	n/a	168 % (EIU)	+ 300 %	n/a

Source: FMI, World Economic Outlook, Octobre 2022

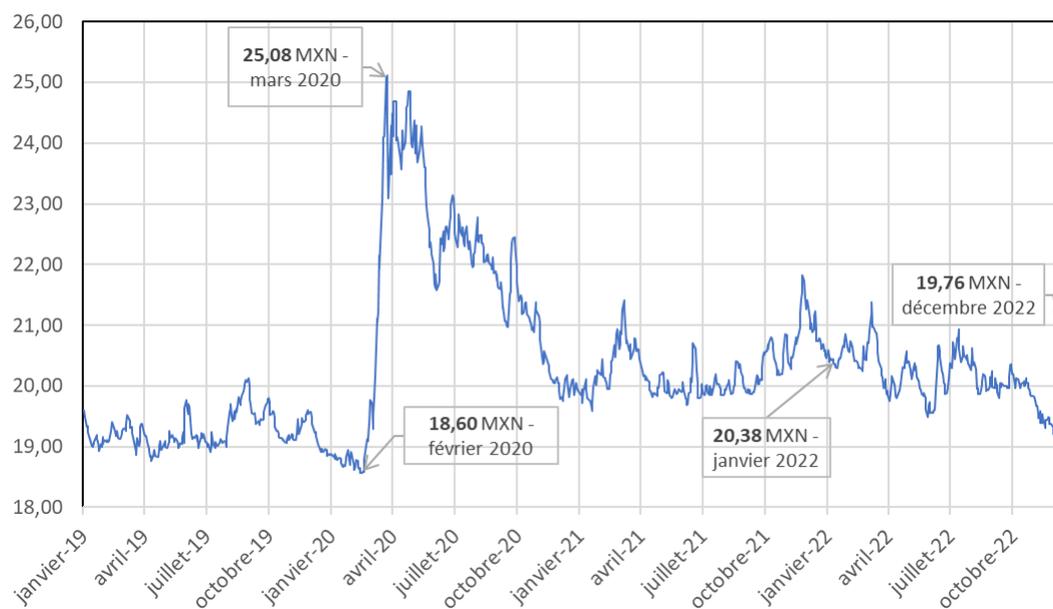
– Annexe Graphique – Mexique –

Inflation mensuelle (g.a, %) et taux d'intérêt directeur (%)



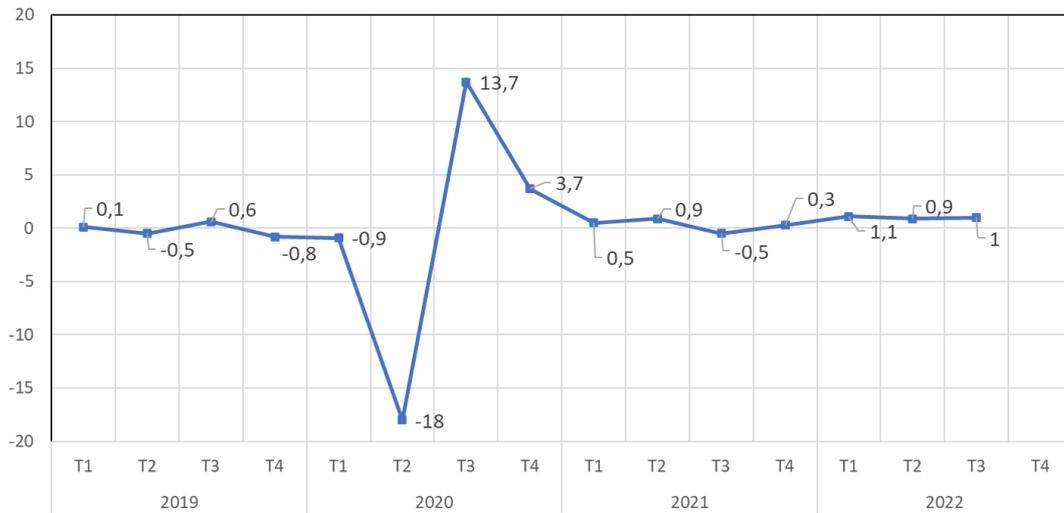
Source: Banque centrale du Mexique, Institut National de la Statistique et de la Géographie

Evolution du taux de change (MXN/USD)



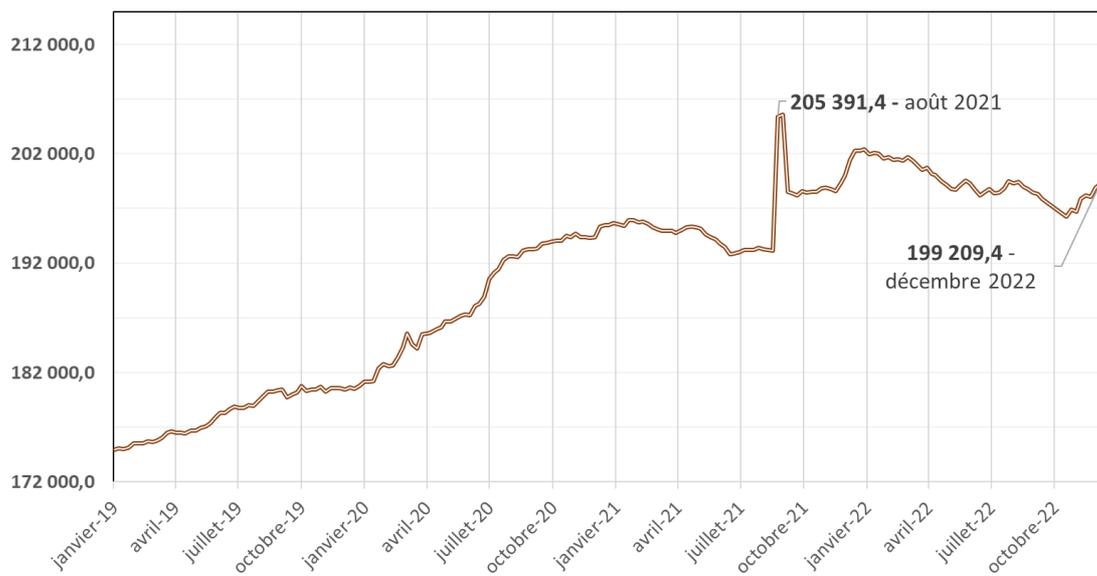
Source : Banque centrale du Mexique

Taux de croissance du PIB
 (% , glissement trimestriel)



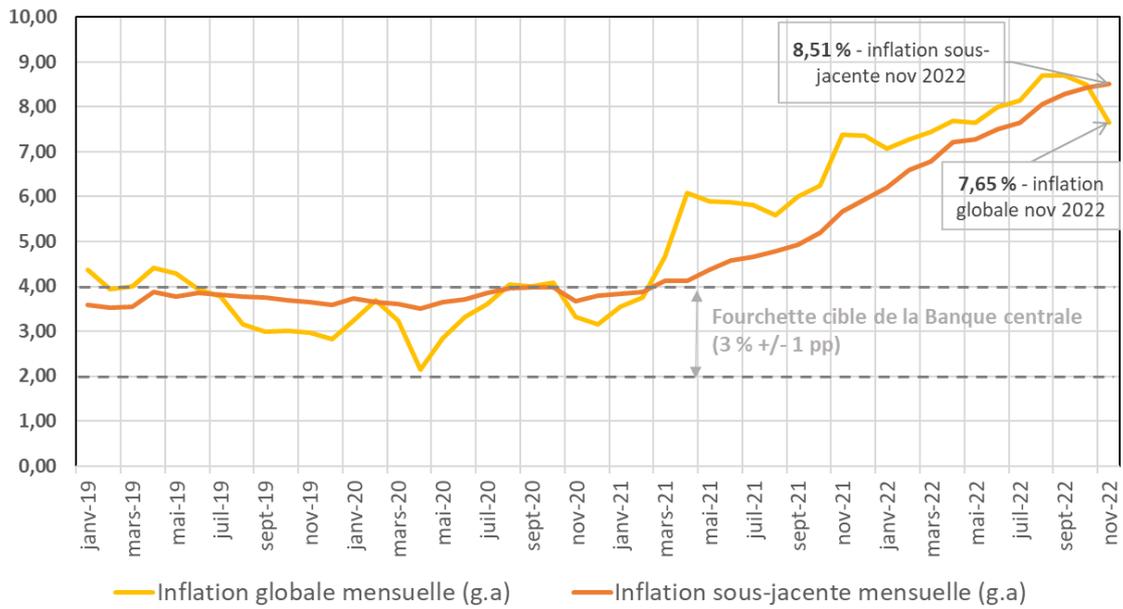
Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

Montant des réserves internationales
 (en M USD)



Source : Banque centrale du Mexique

Inflation globale et sous-jacente mensuelles (% g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie